



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

âge de la retraite

Question au Gouvernement n° 3496

Texte de la question

CHÔMAGE

M. le président. La parole est à M. Alain Vidalies, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Alain Vidalies. Monsieur le Premier ministre, vous avez déclaré que si nous voulions sauver l'Europe, sauver l'euro et sauver la Grèce, il fallait passer l'âge de la retraite à 67 ans. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. François Fillon, *Premier ministre*. Je n'ai jamais dit cela !

M. Alain Vidalies. Vous voudriez démontrer que l'Europe que vous appelez de vos vœux ressemble étrangement à la France de la régression sociale que vous avez mise en œuvre, vous ne vous y prendriez pas autrement. Votre discours n'a pu que renforcer, malheureusement, le scepticisme de tous ceux qui, dans ce pays, doutent de l'Europe.

Nous pensons au contraire que nous avons besoin d'une autre Europe. Nous croyons en l'Europe et nous y travaillons avec les partis socialistes européens (*Rires sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) L'Europe ne peut pas être systématiquement celle de la régression sociale. Notre Europe n'est pas la même que la vôtre qui ressemblera à la France que vous allez nous laisser. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Depuis que Nicolas Sarkozy est Président de la République, notre pays compte près d'un million de demandeurs d'emplois supplémentaires : 916 700 ! Vous invoquez la crise ! C'est vrai, elle revêt d'ailleurs une certaine réalité aujourd'hui, surtout pour les salariés de la raffinerie de Berre ou de la sidérurgie. Mais vous y avez beaucoup contribué en supprimant 130 000 emplois dans les services publics (*applaudissements sur les bancs du groupe SRC*). Vous avez dépensé 4,5 milliards d'euros par an pour financer des heures supplémentaires et détruire des emplois. Vous avez refusé d'aider massivement le dispositif du chômage partiel comme l'a fait l'Allemagne. Vous avez mené une mauvaise politique.

Oui, vous avez une responsabilité. Et dans ce contexte, vous proposez de passer l'âge de la retraite à 67 ans ! Mais pourquoi ? N'avez-vous pas regardé les chiffres du chômage ? Encore hier, ils attestent qu'en un an, le nombre des demandeurs d'emploi de plus de cinquante ans a augmenté de 15 % ! Nous assistons à un véritable drame social national mais, enfermés dans vos certitudes, vous continuez à nous proposer la même politique, c'est-à-dire celle de l'échec.

Monsieur le Premier ministre, quand allez-vous enfin prendre conscience de la gravité de la situation, sortir de vos certitudes et comprendre que la France a besoin d'une autre politique économique et sociale ?

(*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.

Mme Valérie Pécresse, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement*. Monsieur le député, permettez-moi de vous dire que votre crédibilité en matière de réforme des retraites est à l'image du bilan du parti socialiste sur cette question : inexistante ! Si vous aviez fait la réforme des retraites lorsque vous étiez au pouvoir, entre 1998 et 2002, nous aurions aujourd'hui 100 milliards de dette de moins ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Oui, je vous le dis, nous avons eu le courage de la faire, cette réforme, en 2003 et cette année. En disant au Premier ministre qu'il est absurde de vouloir la convergence fiscale et sociale européenne, c'est vous qui êtes

absurde, monsieur Vidalies ! (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Vous prenez les *eurobonds* pour la solution miracle à la crise de l'Europe. Peut-il y avoir des *eurobonds*, peut-il y avoir une mutualisation de la dette dans la zone euro... (*Huées sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. Mes chers collègues, du calme !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. ...s'il n'y a pas d'abord convergence des politiques fiscales et sociales ?

Pour ce qui est des retraites, monsieur Vidalies, je tiens à vous le dire : le chemin, nous l'avons fait jusqu'en 2018. Cessez donc de caricaturer les propos du Premier ministre. La réforme des retraites, nous l'avons faite alors que vous, vous ne l'avez jamais faite ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Alain Vidalies](#)

Circonscription : Landes (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3496

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 28 septembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 28 septembre 2011